

La radicalité des communistes chiliens

Daniela Cuadros (CESSP-CRPS Paris UMR 8209)

Cette section thématique pose la question de la spécificité de l'action collective dans les régimes autoritaires. Elle mérite donc que l'on prenne au sérieux la grande variabilité des interactions entre les autorités et leurs opposants. Les dictatures latino-américaines ne sont en ce sens pas toutes comparables et le cas du Chili (1973-1990), dont l'histoire des institutions démocratiques remonte au XIX^e siècle¹ et qui connaissait jusqu'en 1973 un gouvernement en quête d'une « voie pacifique vers le socialisme » (selon l'expression de l'époque), ne s'apparente pas aux autres dictatures sud-américaines. On ne peut donc que plaider pour l'explicitation des caractéristiques des acteurs, des lieux, des moments et des pratiques que l'on observe. Dans cette perspective, certains auteurs invitent à étudier la capacité d'adaptation des organisations d'opposition aux violences étatiques extrêmes². D'autres vont plus loin et montrent que ce sont des groupes spécifiques de militants qui se spécialisent dans l'action violente au sein d'organisations qui se radicalisent face à la répression³. Nous nous inscrivons dans cette dernière démarche pour étudier l'expérience de la radicalisation des communistes chiliens dans les années 1980.

Depuis sa fondation au début des années 1920 et jusqu'à la fin des années 1970, le PC chilien est un parti non-violent, prompt aux alliances. Celles-ci le conduisent à participer aux gouvernements du Front populaires (1938-42), au gouvernement de Gabriel González Videla (1946-52) durant ses deux premières années et au gouvernement de l'Unité Populaire élu en 1970 puis interrompu par un coup d'État militaire le 11 septembre 1973. La trajectoire de ce parti est aussi caractérisée par trois périodes répressives. Il s'agit tout d'abord de la dictature de Carlos Ibañez del

¹ Samuel Valenzuela, "Aux origines de la démocratie chilienne: la création d'institutions électorales au 19^e siècle", in Christophe Jaffrelot, *Démocraties d'ailleurs. Démocraties et démocratisations hors d'occident*, Paris, Khartala, 2000, p. 161-206.

² Hank Johnston, "Talking the Walk. Speech Acts and Resistance in Authoritarian Regimes", in Christian Davenport, Hank Johnston, Carol Mueller, *Repression and Mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. 108-137.

³ Gilda Zwerman, Patricia Steinhoff, "When Activists Ask for Trouble: State-Dissident Interactions and the New Left Cycle of Resistance in the United States and Japan", in Christian Davenport, Hank Johnston, Carol Mueller, *Ibid.* Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. 85-107.

Campo entre 1927 et 1931, puis de l'interdiction du PC chilien et de la radiation de ses militants et adhérents entre 1948 et 1958 par la Loi de défense permanente de la démocratie instituée en pleine guerre froide sous le gouvernement González Videla. Cette loi est également appliquée sous le gouvernement élu de Carlos Ibañez del Campo (1952-58). Enfin, la troisième période répressive, sans doute la plus longue et la plus intense, est la dictature militaire des années 1973-90. C'est pendant cette dernière période que le Parti communiste, alors clandestin, se radicalise et en vient à employer l'action violente. L'enjeu était tout à la fois de survivre à des violences d'État inédites (la disparition forcée et des méthodes de torture sophistiquées) et d'inciter à la révolte générale pour provoquer la chute du régime autoritaire.

Les seuls textes qui permettraient aujourd'hui de comprendre le processus de radicalisation des communistes chiliens sont soit des documents internes au parti qui pour le moment demeurent confidentiels⁴, soit des sources de presse qui ne dévoilaient que très peu ce processus pour des raisons évidentes de sécurité. Nous avons donc eu recours aux entretiens biographiques, non seulement parce qu'il nous fallait produire nos propres données, mais parce que le mode d'analyse socio-biographique que nous adoptons permet de mettre en lumière d'autres ressorts que les raisonnements purement stratégiques et tactiques du groupe dirigeant, particulièrement le rôle des nouveaux entrants des années 1980 sur qui repose la radicalisation. Nous avons enquêté auprès de ces derniers pendant trois ans et réalisé près d'une centaine d'entretiens, restituant cinquante trajectoires militantes qui servent à l'analyse ici proposée. Ainsi qu'au lieu d'abandonner leur radicalité après la dictature militaire ou de faire défection comme la plupart de leurs camarades, la perpétuation de l'engagement communiste de ces militants, encore actifs en politique en 2008⁵, passe nécessairement par la mise à contribution de leur expérience passée.

1. De la radicalisation à la déradicalisation politique (1980-2008)

On peut considérer que les régimes hautement répressifs empêchent l'expression publique de la contestation, rompent avec les sociabilités quotidiennes des opposants

⁴ On revoie aux travaux en cours de Rolando Álvarez, le seul qui ait pu avoir accès à ces documents pour l'instant.

⁵ Nous avons également enquêté auprès d'anciens communistes restés actifs en politique.

et les conduisent la plupart du temps à la clandestinité, de sorte que de nouvelles manières de vivre l'engagement politique apparaissent sous l'effet de violences d'État de haute intensité. Dans ces conditions, les militants ne sont plus reconnus comme tels mais qualifiés de « terroristes » et à ce titre ils sont stigmatisés et persécutés. S'ils survivent, ne partent pas en exil et ne font pas défection, l'activité clandestine réorganise leur vie et leur action politique. La répression tend ainsi à provoquer une décomposition accélérée des regroupements militants et oblige les organisations militantes préexistantes à s'adapter aux contextes politiques violents, au risque de disparaître.

a) Désagrégation et radicalisation politique des communistes

Dans le Chili dictatorial (1973-1990), la désagrégation touche d'emblée l'ensemble des organisations partisans de gauche. Rappelons que dans le but « d'extirper le marxisme » (selon l'expression de la Junte militaire), les partis de gauche sont interdits et leurs membres, tout particulièrement leurs dirigeants, subissent la disparition forcée et l'assassinat politique. Ces crimes sont inédits au Chili. Ici comme ailleurs dans les années 1970, la disparition forcée est nouvelle et les méthodes employées pour l'assassinat politique le sont également. Les survivants sont systématiquement pourchassés, torturés, emprisonnés, réduisant à la portion congrue le contingent militant communiste, comme celui des socialistes et plus encore celui des miristes bien moins nombreux⁶. À titre indicatif et en absence de statistiques pour la période 1973-1989, si le PC chilien comptait près de 200 000 membres au moment du coup d'État en 1973⁷, il semble qu'il ne soit resté plus que 5 000⁸ militants actifs trois ans plus tard et que le nombre de militants communistes ait augmenté à 20 000 au milieu des années 1980⁹. Cette augmentation correspond à

⁶ Il s'agit des membres du MIR (Mouvement de gauche révolutionnaire). Sur l'histoire de ce parti nous renvoyons à la thèse d'Eugenia Palieraki, "Histoire critique de la "nouvelle gauche" latino-américaine. Le Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) dans le Chili des années 1960", thèse de doctorat en histoire contemporaine, Université Paris 1 et Pontificia Universidad Católica de Chile, Paris, 2009.

⁷ Chiffres rappelés par Rolando Álvarez, "La tarea de las tareas: luchar, unir, vencer. Tradición y renovación en el PC de Chile (1965-1990)", Thèse pour le doctorat d'histoire, Universidad de Chile, Santiago du Chili, 2007, p. 53.

⁸ Selon les données recueillies par Katherine Hite, *When the romance ended: leaders of the Chilean left, 1968-1998*, New York, Columbia University Press, 2000.

⁹ Selon nos données.

une vague de nouvelles recrues, entrées en militantisme au moment de la radicalisation partisane, principalement parmi les jeunes des quartiers populaires et en milieu étudiant.

Sous de très forts niveaux de répression, trois directions communistes sont décimées entre 1973 et 1976. Pendant cette période, les plus hauts cadres du parti sont envoyés en exil, principalement dans les pays de l'Est et à Moscou, tandis que le secrétaire général, reclus au Chili, est libéré fin 1976 (en échange de Vladimir Boukovski, un important dissident soviétique), puis accueilli à Moscou au titre de réfugié politique. Comme ailleurs, la direction du PC chilien est géographiquement séparée entre l'exil et la clandestinité. Cependant, à la différence du cas espagnol en particulier, cette séparation n'implique pas de schisme avant la transition démocratique¹⁰. Dans ces conditions, la radicalisation des communistes chiliens a lieu dans les suites du congrès national de 1977, au cours duquel les dirigeants font leur autocritique pour ne pas avoir défendu le gouvernement Allende avec les armes. À ce stade, le PC chilien se trouve dans une situation de relatif isolement politique, puisque sa proposition de front anti-fasciste n'est pas accueillie de manière favorable par tous les partis d'opposition¹¹. Dans la mesure où une alliance de toutes les organisations d'opposition contre la dictature n'est pas possible, le groupe dirigeant communiste envisage alors sérieusement la possibilité d'une radicalisation de l'action clandestine.

La radicalisation des communistes chiliens est progressive. L'emploi de l'action violente est l'issue de nombreuses négociations au sein du groupe dirigeant entre les années 1977 et 1982. Les dissensions se trouvent au centre des interactions qui ont présidé à la formulation de la nouvelle stratégie du PC clandestin¹². Il y a principalement d'un côté les opposants à l'action violente et de l'autre la direction clandestine qui promeut une perspective insurrectionnelle. De son côté, la direction

¹⁰ Sur le cas espagnol on se reporte à Joe Foweraker, *Making Democracy in Spain: Grass-Roots Struggle in the South, 1955-1975*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

¹¹ Le front antifasciste a été refusé par le Parti démocrate chrétien autrefois au pouvoir (1964-1970), principal concurrent du PC chilien.

¹² Pour plus de détails sur tous ces aspects, voir Rolando Álvarez, " "Aún tenemos patria, ciudadanos". El Partido Comunista de Chile y la salida no pactada de la dictadura (1980-1988)", in Verónica Valdivia *et al.* (ed.), *Su revolución contra nuestra revolución. Vol. II. La pugna marxista-gremialista en los ochenta*, Santiago du Chili, Lom, 2008, p. 19-82.

en exil est soumise à l'exigence de mieux anticiper les événements pour éviter d'être à nouveau incapable de défendre son projet, comme au moment du coup d'État en 1973 lorsqu'elle n'a pas été en mesure de défendre le gouvernement Allende avec les armes¹³. Il y a également deux groupes externes à la direction qui jouent un rôle important dans la formulation de la nouvelle stratégie partisane. Les intellectuels exilés en ex-RDA (dont on connaît rétrospectivement la critique à l'égard de l'exercice du pouvoir dans ce pays d'accueil) se sont en quelque sorte autosaisis de la mise en forme d'un plan d'action¹⁴. La parole des cadres communistes formés à Cuba qui attendaient leur retour au pays pèse également dans les débats, d'autant plus que leur responsable militaire n'envisageait pas l'intervention de sa troupe au Chili sans le soutien ferme de toute la direction.

La vision insurrectionnelle de la direction clandestine semble s'être imposée dans la pratique. Ainsi, dans le cadre de la nouvelle stratégie labellisée « politique de rébellion populaire de masse », le bras armé du parti (le Front patriotique Manuel Rodríguez, FPMR) entre en scène en 1983 sans l'accord ni la conviction de toute la direction. Publiquement, le PC affirmait n'avoir aucun lien avec le Front patriotique. Cette séparation est une des concessions que la direction clandestine a faite aux opposants à l'action violente au sein de la direction. En tant qu'organisme autre que le parti, le Front patriotique organiserait l'action violente. Or, dans la pratique cet organisme a non seulement œuvré à la mise en exécution d'actions violentes d'envergure (contre intelligence, sabotages majeurs, pillages, attentats, enlèvements, entre autres), mais il a contribué à sauvegarder l'image publique du PC clandestin en revendiquant toutes les actions violentes entreprises par les militants ordinaires. Car en effet, la structure partisane intègre la fonction militaire à tous les échelons de la direction (national, régional, local). Plus encore, dans la pratique des militants communistes, les frontières entre action violente et non-violente ne sont pas toujours clairement et systématiquement marquées. Ils sont très nombreux à participer au soutien d'actions

¹³ Jusqu'à la fin des années 1970, il n'avait encore jamais été question pour le PC chilien de former un nombre conséquent de cadres à l'action militaire et il ne comptait pas non plus d'armement suffisant pour prétendre à résister à une force militaire professionnelle.

¹⁴ Rolando Álvarez a étudié ce processus dans le cadre d'une enquête par entretien auprès de ces intellectuels. Voir Rolando Álvarez, "¿La noche del exilio? Los orígenes de la rebelión popular de masas en el Partido Comunista de Chile", in Valdivia Verónica, Álvarez Rolando, Pinto Julio, *Su revolución contra nuestra revolución. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981)*, Santiago du Chili, LOM, 2006, p. 101-152.

dirigées par le Front patriotique (contre intelligence, pillages), tout comme à des actions violentes organisées par la direction partisane à l'échelle régionale ou locale (sabotages mineurs, utilisation d'armes artisanales, neutralisation de véhicules en marche et des agents répressifs lors des mobilisations, entre autres). L'indéfinition des frontières entre action violente et action non-violente est évidente dans le cas des nouveaux entrants des années 1980. Leur passage à l'action violente est souvent immédiat. Il est notamment porté par la mystique des manifestations massives des années 1983-1988 (grèves, manifestations de rue, occupations, barricades...)¹⁵. Selon les récits que nous avons recueillis, l'imaginaire épique incarné par les membres du FPMR, enraciné dans la poétique révolutionnaire qu'ils impulsaient, a donné un sens particulier aux engagements plus ordinaires.

À l'inverse des visions rétrospectives selon lesquelles les mouvements sociaux la amorçaient leur déclin, en 1985 la direction clandestine perçoit une incrémentation de la protestation. Elle évalue très positivement la participation des communistes dans les mobilisations antidictatoriales, promeut le soulèvement national et annonce que l'année suivante serait « décisive » pour la chute du régime¹⁶. À ce stade, le groupe dirigeant est assuré de se faire livrer, par ses alliés à l'international (Union Soviétique, RDA, Cuba, entre autres), des armements massifs en nombre suffisant pour envisager le déclenchement d'un tel soulèvement. Mais la plus grosse cargaison d'armes attendue, évaluée à plus de cinquante mille tonnes, est interceptée le 6 août 1986 par les militaires chiliens, avec l'aide des services d'intelligence étasuniens (la CIA) et leur observation par satellite des côtes chiliennes. Un mois plus tard, le 7 septembre 1986, l'attentat du FPMR contre le général Pinochet échoue. Ces deux événements enraillent durablement la stratégie communiste et précipitent le déclin du FPMR qui en 1987 se détache du parti pour devenir autonome (FPMR-Autonome), emportant avec lui, non seulement une part importante du personnel militaire, mais aussi des armes et des jeunes communistes radicalisés.

¹⁵ En absence d'une étude détaillée sur ces mobilisations multisectorielles, on peut renvoyer à Gonzalo de la Maza, Mario Garcés, *La explosión de las mayorías: Protesta nacional, 1983-1984*, Santiago (Chili), Educación y Comunicaciones (ECO), 1985 ; Mario Garcés, María Angélica Rodríguez, "Participación social en Chile. Una visión histórica de la participación como conquista social y oferta estatal en Chile", in Maria do Carmo Albuquerque, *La Construcción Democrática Desde Abajo en el Cono Sur*, San Pablo, Instituto Polis, 2004, p. 115-134. Pour une analyse des mobilisations lycéennes voir Rolando Álvarez, "El movimiento estudiantil secundario bajo dictadura y las Juventudes Comunistas: un caso de radicalización política de masas en Chile (1983-1988)", *Alternativa*, 23, 2005.

¹⁶ Rolando Álvarez, "Aún tenemos patria...", 2008, *op.cit.*

La radicalisation des communistes chiliens repose en somme sur une paramilitarisation des pratiques militantes, dont la vocation n'était absolument pas la guérilla (évaluée politiquement et géographiquement impossible au Chili), mais un soulèvement populaire le plus massif possible. Cependant, l'échec de cette stratégie en 1986 donne lieu à une crise locale du communisme qui le coupe de ses bases. Si le PC se trouve alors dans une situation d'isolement politique, cette situation est en fait le résultat d'un processus de marginalisation qui se trouve aux origines de la radicalisation et qui remonte à la fin des années 1970.

b) La marginalisation des positions radicales

Chaque parti politique se défait et se recompose de manière différente sous la dictature militaire, ce qui donne lieu à de nouvelles stratégies d'action et aussi à de nouvelles alliances. La nouveauté réside dans le rapprochement entre le principal concurrent des gauches chiliennes (la Démocratie chrétienne) et une faction du Parti socialiste (PS), entraînant une marginalisation progressive du Parti communiste.

Rappelons que le PS chilien éclate en plusieurs factions en 1979 à la suite de très forts conflits au sein du groupe dirigeant au sujet des erreurs politiques commises par les uns et les autres sous le gouvernement Allende. Ce fractionnement des socialistes a des conséquences durables sur leurs rapports avec les communistes, car la faction rénovée du PS préfère emprunter la voie d'une transition démocratique négociée avec les militaires en alliance avec le Parti démocrate chrétien. C'est bien avec la Démocratie chrétienne que les socialistes adaptent leur agenda aux conditions imposées par le gouvernement autoritaire pour un éventuel changement de régime. Il s'agit en somme d'une importante transformation des relations entre les partis politiques chiliens, qui se traduit par l'isolement du PC chilien depuis la transition démocratique et pendant vingt ans¹⁷.

La transition chilienne a finalement été beaucoup moins longue et progressive que ce le général Pinochet et ses conseillers avaient envisagé. Dans leurs projections, le référendum de 1988 ratifierait le général au poste de président de la République

¹⁷ Ce n'est qu'au milieu des années 2000 que des alliances politiques deviennent possibles avec le nouveau Parti socialiste, tel que des actions syndicales concertées au niveau national et pactes électoraux par omission dans certaines communes et districts, qui permettent au PC de faire élire quelques maires et surtout trois députés en 2009.

pendant plusieurs années et donnerait lieu à l'institutionnalisation d'une démocratie protégée par l'armée. Mais en pratique, les groupes dirigeants engagés dans la stratégie transitionnelle ont accéléré le calendrier du changement de régime : la première échéance de la transition démocratique a été le référendum de 1988, la deuxième les élections libres, présidentielles et parlementaires, de 1989¹⁸.

Les partis engagés dans l'action armée sont pris au dépourvu de ces deux scrutins. La séparation en apparence définitive des communistes et des socialistes est alors amorcée, ces derniers finissant quasiment tous par rejoindre le nouveau PS de gouvernement en 1992. Au même moment on assiste à une crise locale du communisme ponctuée par de forts désaccords au sujet du recours à l'action violente, que les uns rejetaient pour sa radicalité et les autres pour sa modération. Ces désaccords se sont adossés ensuite à la crise des communismes qui a eu lieu partout ailleurs avec l'effondrement du bloc socialiste en 1989, encore renforcée en Amérique Latine par la chute des sandinistes au Nicaragua en 1990. L'enchevêtrement de ces deux crises fait bifurquer le groupe dirigeant du Parti communiste chilien. Des personnalités politiques très importantes, connues pour leur engagement contre la dictature militaire (Patricio Hales, Antonio Leal, Luis Gustavino, Fanny Pollarolo entre autres), affichent publiquement leurs dissensions et quittent la direction du parti de manière fracassante pour d'autres organisations partisans membres du nouveau gouvernement sorti des urnes. Affaibli, le groupe dirigeant qui résiste à la désagrégation partisane s'attache à préserver les principes d'organisation communiste dans une période difficile. Les années 1990-1994 sont marquées par de fortes mises en question de l'identité communiste d'une part (centralisme démocratique, nom, logo) d'une part et l'arrêt du financement soviétique, au point que la très grande majorité des permanents du Parti communiste chilien ne sont plus indemnisés d'autre part. Le nombre de permanents est de ce fait considérablement réduit, fragilisant encore une organisation qui peine à se trouver une place en politique.

¹⁸ Reste à rappeler qu'à ce stade le système électoral est complètement transformé. On passe d'un système proportionnel ouvert à un système majoritaire pour le moins rigide qui force les alliances et permet une nouvelle ascension politique aux droites en déclin depuis les années 1950, l'objectif des militaires étant de s'assurer que les conditions ayant permis l'élection de Salvador Allende à la présidence du Chili ne se reproduisent plus. Pour une présentation des dynamiques de coalition liées au nouveau système électoral, on consultera Leticia M. Ruiz Rodriguez, "Les décisions des partis et leurs coalitions dans le Chili démocratique", in Olivier Dabène, *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 79-103.

Le PC chilien est en effet repoussé à la marge par les partis de gouvernement pour sa radicalité sous la dictature militaire. Cette marginalisation qui concerne toutes les organisations radicales, parmi lesquelles le PC chilien est la plus importante, coïncide avec des flux de défection massifs. Les militants entrés en politique dans les années 1980 ont alors affaire à des flux de défection considérables, allant de pair avec une déroutante déradicalisation suite à la transition démocratique, et à une lente recomposition partisane qui se prolonge jusqu'aux années 2000.

En somme, deux phénomènes connus pour être conjoints dans d'autres pays se succèdent au Chili. Premièrement, une réduction extrêmement forte et rapide du corps militant a lieu sous l'effet de violences d'État de haute intensité inédites. Deuxièmement, le parti risque la dislocation après la dictature, non pas sous celle-ci. Cela rend l'expérience chilienne singulière. Les défections massives des années 1990-1994 ont lieu sous l'impulsion d'un double processus : la transition démocratique et la crise internationale du communisme. La désagrégation du contingent communiste après la dictature militaire est, de ce fait, comparativement plus forte que dans les autres organisations militantes chiliennes¹⁹. La massivité des défections est particulièrement visible dans les quartiers populaires, en milieu étudiant et intellectuel. Si les Jeunesses communistes chiliennes perdent 85% de leurs effectifs dans les universités dès 1990, c'est toute la structure partisane des jeunes communistes qui se voit très fortement affaiblie à la suite de la défection de la plus large part des membres du Comité central. Parce qu'ils restent de ce fait sans suivi de la part de la direction, les militants sont livrés à eux-mêmes dans les quartiers populaires et finissent la plupart du temps par mettre leur engagement partisan en suspens. Dans ce contexte, contre toute attente, les militants communistes les plus jeunes, devenus rares, vont jouer un rôle important dans l'activation de la protestation étudiante en situation post-dictatoriale.

2. Penser la radicalité politique entre dictature et démocratie

¹⁹ Comme ailleurs, les partis de gouvernement ont la possibilité de fidéliser et stabiliser leur personnel politique en le promouvant à des postes de responsabilité gouvernementale aux différents échelons, comme c'est le cas au Chili du nouveau Parti socialiste.

Les travaux comparatifs de Gilda Zwerman et Patricia Steinhoff sur la Nouvelle gauche aux Etats-Unis et au Japon apportent une perspective éclairante pour étudier la radicalisation des organisations militantes²⁰. Ces sociologues soulignent deux facteurs principaux qui président à ce processus. Le premier renvoie à l'épuisement des stratégies d'action non-violentes. Le second est directement lié au contact que les militants entretiennent avec des acteurs et des idéologies révolutionnaires. Elles constatent également que le passage à l'action violente se fait en situation de forte répression et passe par le recrutement de nouveaux militants directement investis dans l'action violente. Ce processus a lieu malgré le rejet de la radicalisation par les militants les plus modérés et des flux de défection importants, précisément associés aux effets dissuasifs de la répression.

a) Étudier la radicalisation par les micro-cohortes

L'intérêt de ces travaux est d'étudier la spécialisation de groupes de militants investis dans l'action violente et illégale. Pour ce faire, l'étude de G. Zerman et P. Steinhoff s'appuie sur la notion de micro-cohorte développée par Nancy Whittier²¹. Il s'agit donc de suivre un ensemble de militants dont le dénominateur commun est d'avoir intégré l'organisation militante à la même période et d'être directement passé à l'action violente. Ces militants partagent de ce fait des expériences politiques intenses, communément construites, qui les amènent à partager un regard sur la vie politique. L'intérêt de la notion de micro-cohorte appliquée à l'étude des organisations militantes radicalisées est ainsi d'identifier les groupes de nouveaux entrants sur qui repose le développement de la radicalisation. Reste à préciser que pour N. Whittier une génération politique englobe toutes les micro-cohortes ayant participé à un même moment protestataire²².

La notion de micro-cohorte s'avère également probante pour étudier la radicalisation du militantisme communiste au Chili. Nous constatons en effet que chaque vague de mobilisation donne lieu au recrutement de militants avec des caractéristiques

²⁰ Gilda Zwerman, Patricia Steinhoff, "When Activists Ask for Trouble...", *op.cit.*

²¹ Nancy Whittier, "Political generations, micro-cohorts, and the transformation of social movements", *American Sociological Review*, 62-5, 1997, p. 760-778.

²² *Idem* Elle travaille sur une petite organisation féministe aux Etats-Unis et a donc affaire à des petits groupes de militantes.

sociologiques qui leurs sont propres. Il s'agit d'individus qui entrent en militantisme à un moment organisationnel précis, façonné par les militants déjà présents. Cet aspect connu en sociologie du militantisme est fondamental pour comprendre la radicalisation militante. La notion « d'unité de génération²³ », déjà ancienne, qui prend également en compte cette caractéristique nous semble trop large toutefois, dans la mesure où nous ne travaillons pas sur une génération au sens de N. Whittier, ni même sur l'ensemble d'une cohorte, mais sur ceux qui sont entrés au parti pendant la radicalisation et qui restent au parti après celle-ci malgré la défection massive de leurs camarades au cours des années 1990-1992. Autrement dit, notre étude est basée sur un groupe réduit de personnes, néanmoins représentatif de 20% du corps militant actuel²⁴. L'approche par les micro-cohortes apparaît donc plus appropriée pour étudier la radicalisation politique des communistes chiliens de manière empiriquement fondée.

Les militants que nous étudions sont en fait passés d'une activité de résistance armée dont ils avaient, sous la dictature militaire, le quasi-monopole, à une mise à l'écart de la représentation politique doublée d'une situation d'incompréhension, voire de stigmatisation après la transition démocratique. En premier lieu, le groupe dirigeant communiste continue à s'opposer à la suite des négociations que les nouvelles autorités démocratiques avaient engagées avec les tenants de l'ancien régime au cours de la transition démocratique, avant d'être élues. Cette opposition concerne en particulier les limitations de la nouvelle démocratie par un ensemble d'institutions héritées de la dictature militaire, par exemple les règles électorales du nouveau régime démocratique qui empêchent le PC chilien d'accéder à la représentation parlementaire jusqu'en 2009²⁵. En second lieu, dans ce contexte de transition, les communistes chiliens sont non seulement incapables de convertir leur contribution à l'affaiblissement de la dictature chilienne en ressource de légitimation politique, mais

²³ Karl Mannheim (introduction et postface de Gérard Mauger), *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990 (essai traduit de l'allemand par Gérard Mauger et Nia Perivolaropoulou, première ed. allemande 1928).

²⁴ Selon nos estimations sur la base du fichier de militants encartés en 2007 à partir de l'année de naissance.

²⁵ L'élection attendue du candidat de la droite aux élections présidentielles de 2009 a facilité l'intégration du PC dans un pacte avec les partis de gouvernement, avec l'accord de la Démocratie chrétienne, pacte qui a permis l'élection de trois députés communistes (le président et le secrétaire général du parti, ainsi qu'un éminent avocat communiste).

sont de plus stigmatisés pour avoir pris les armes. Ainsi, alors qu'il s'agissait du principal parti de gouvernement resté fidèle au président socialiste Salvador Allende (1970-1973), suite à près de dix-sept ans de violences étatiques de haute intensité sous la dictature militaire (1973-1990), le Parti communiste chilien devient un parti d'opposition, un parti sans députés et un parti stigmatisé. Il nous semble cependant que sa capacité de survivance à la dictature militaire, puis à la transition démocratique, est liée à la radicalité caractéristique des militants que étudions.

b) Radicalisation, radicalité et survivance partisane

Les données biographiques que nous avons recueillies détaillent moments de doute, de crise, de défection et de retour au parti. Ce type de données permet de comprendre la manière dont le présent est intégré dans le passé des violences politiques extrêmes, autrement dit d'étudier le devenir des survivants aux violences d'État. À ce titre la sociologie de l'identité blessée de Michel Pollack s'avère heuristique²⁶. Intégrée à notre cadre d'analyse, cette approche nous mène à observer les changements de statut des militants introduits par l'expérience de violences étatiques de haute intensité. Ces changements rompent durablement avec leurs identifications routinières, donnant ainsi à voir la rupture biographique d'origine politique. Or, en restant actifs en politique ils semblent réussir à mettre ces expériences extrêmes en cohérence avec leur identité militante.

Prenant acte de ce phénomène de fond, la trajectoire partisane des communistes qui s'étend de la radicalisation à la crise dans les années 1980, puis à la recomposition et à la réorientation partisane dans les années 1990-2000, gagne à être revisitée au prisme de deux micro-cohortes investies dans l'action violente, encore actives aujourd'hui au Parti communiste chilien. La première regroupe des militants entrés en militantisme pendant leur adolescence dans les années 1960, qui ont reçu une formation militaire professionnelle à Cuba et/ou dans des pays est européens. La deuxième regroupe des militants généralement nés après 1970, entrés en militantisme dans les années 1980 alors qu'ils étaient collégiens. Ces derniers n'ont pas tous reçu de formation militaire professionnelle mais, dans le meilleur des cas, des formations pratiques au « travail militaire » après avoir intégré un groupe opératif aux Jeunesses

²⁶ Michael Pollak, *L'expérience concentrationnaire : essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métailié, 1990.

communistes. Outre l'entraînement physique, ce type de formation comprenait l'apprentissage du tir, la confection et l'utilisation d'armes artisanales, la participation à des sabotages mineurs et à la formation de « contingents d'autodéfense » pour assurer le service d'ordre et neutraliser les attaques des agents répressifs pendant les mobilisations (manifestations de rue, barricades, grèves et occupations).

Il nous semble intéressant de revenir sur le devenir ces deux micro-cohortes appartenant à la génération des jeunes entrés en militantisme au moment de la radicalisation de pratiques communistes, pour mettre en lumière la manière dont leur radicalité participe à façonner les interactions et les pratiques partisans depuis la transition démocratique.

Anciens combattants

La micro-cohorte de militants communistes formés à l'action militaire ne s'est jamais véritablement trouvée investie d'un pouvoir de décision sous la dictature. Aussi peut-on comprendre l'intensité des passions qui ont donné lieu aux flux de défection massifs des combattants au moment où le parti réoriente sa stratégie politique dans les suites du référendum de 1988 et met en suspens l'action violente. En l'état actuel de nos connaissances, il est difficile de quantifier le nombre de défectionnaires, mais ils sont majoritaires parmi les membres du bras armé du PC chilien sous la dictature militaire (le Front patriotique Manuel Rodríguez²⁷). Passé 1988, ces derniers tombent dans le banditisme. C'est le cas d'Alonso²⁸.

Alonso est né en 1967 dans un des quartiers les plus pauvres de Santiago. Il se compte parmi les militants entrés aux Jeunesses communistes au milieu des années 1980 qui se sont retrouvés dans un groupe opératif. Sa trajectoire partisane l'a mené jusqu'à Cuba où il reçoit une formation militaire entre 1986 et mi-1987, à la suite de quoi il est invité à intégrer le FPMR alors en déclin. Alonso quitte le parti pour en 1988 pour continuer la « guerre patriotique nationale », arguant qu'il ne « fallait pas

²⁷ Lors de notre enquête on nous a parlé du départ d'au moins huit mille personnes entre 1987 et 1994, mais le chiffre reste à vérifier.

²⁸ Entretien avec Alonso d'une durée totale de deux heures et vingt-deux minutes, dans le local régional du PC Santiago-Sud, 05/10/2007. Tous les noms des personnes interrogées ont été anonymisés.

laisser l'ancien dictateur tranquille²⁹. Mais il avoue avoir vécu dans une désorientation politique totale pendant cinq ans. Il est notamment emprisonné en 1992 pour braquage de banque. À sa sortie de prison trois ans plus tard, suite au plaidoyer d'un avocat communiste, Alonso demande à être réintégré au Parti communiste dans sa commune natale. Il y redevient permanent communiste, non sans rencontrer moult résistances de la part de camarades peu enclins à accueillir un « traître », appellation employée pour qualifier les défectionnaires. Mais des cadres dirigeants protègent Alonso et interviennent pour lui proposer des responsabilités chaque fois plus importantes : il devient membre de sa direction communale en 2003 et lorsque nous l'avons rencontré, il était le deuxième dirigeant communiste le plus important de sa direction régionale, qu'il avait intégré en 2006. Le cas d'Alonso n'est pas isolé. Depuis le début des années 2000, la direction nationale reconnaît publiquement la contribution de son personnel militaire à la pérennité du parti, pour faciliter l'acceptation des anciens combattants dans les rangs communistes.

Malgré la retenue conforme à son expérience combattante, en entretien Alonso nous livre certaines informations sur son parcours. Son hexis (vocabulaire, posture corporelle) nous indique être face à un individu né dans un milieu très défavorisé. Ses habits sont impeccables, signe d'une réintégration réussie à la société. En alternant des descriptions très précises dénuées d'analyse et des anecdotes qui semblent l'amuser, il insiste sur certains aspects qui visent sans doute à nous prouver sa fidélité au parti. Son récit biographique s'apparente ainsi à celui d'un repentir. Comme il le souligne, le retour au parti est un moyen de redonner un sens à la vie du militant dans sa recherche de nouvelles issues politiques :

« Honnêtement, lorsque je m'éloigne du parti, je perds le cap politique, je perds le sens, tu piges ? C'est pour ça que quand je sors de prison, la première chose que je demande c'est de réintégrer le parti, parce que j'ai

²⁹ Un des éléments les plus révoltants pour les opposants au régime dictatorial était de devoir accepter que le Général Pinochet reste à la tête de l'Armée jusqu'en 1998 et qu'il devienne ensuite sénateur à vie, se prévalant alors d'une immunité parlementaire pour ne pas être jugé. L'ironie du sort fait que cette immunité n'a pas été reconnue par la justice anglaise lors d'un séjour à Londres pour des raisons médicales, en 1998 précisément alors qu'il était devenu sénateur à vie. Comme on le sait, il est soumis à un procès d'extradition suite à la demande d'un juge espagnol. Si l'ancien dictateur a finalement été relâché pour avoir attesté sa sénilité, et qu'il est donc retourné au Chili, l'affaire Pinochet a suivi son cours au Chili. Il n'a cependant pas été condamné, mais au moment de sa mort lui et sa famille étaient mis en procès pour corruption et détournement de fonds publics. Reste que le développement de cette affaire a permis la condamnation de plusieurs tortionnaires dans le cadre de différents procès.

senti ça, j'ai senti que quand je n'étais plus au parti ma vie n'avait plus de sens. Quand je me suis éloigné... ma vie n'avait pas de sens. J'avais de l'argent... je pouvais faire beaucoup de choses matérielles, mais le sens de... d'être utile à la société... je l'ai perdu³⁰. Et le parti, c'est-à-dire, le parti me donne cet... cet outil... de euh... euh... euh... [il cherche ses mots] choisir une autre option, je choisis, euh, euh, euh, de contribuer à la société. Tu vois ? Parce que l'activité politique c'est une contribution à la société, alors là oui je sens comme si je donnais du sens à ma vie, hein ? Indépendamment du fait que mon entourage le comprenne ou pas, pour diverses raisons, à cause de l'idéologie, de l'individualisme, différentes choses, mais je sens que je fais une contribution à la société avec mon activité politique. »

Les récits autobiographiques des anciens combattants que nous avons recueillis alternent tous des anecdotes épiques dérivées d'une poétique révolutionnaire qui leur est propre d'une part et une certaine distance à l'égard du groupe dirigeant malgré les gages de fidélité au parti qu'ils mettent en avant d'autre part. Il s'agit en fait généralement de permanents du parti, statut qui ne leur permet pas d'afficher leurs dissensions, bien qu'ils contribuent par leur regard critique à façonner l'organisation partisane. Parce qu'ils sont intégrés au groupe dirigeant, généralement au niveau national ou régional, ils se trouvent en effet dans des positions qui leur permettent d'influer sur les modes de direction et sur les pratiques militantes.

Reste à souligner que nous n'avons pas eu l'occasion d'interroger de manière aussi systématique ceux qui se trouvent dans des situations moins confortables (ils ne sont pas permanents et ne font pas partie du groupe dirigeant), pour qui l'engagement partisan est devenu pesant. Proches de la défection, ils ne bénéficient pas de la reconnaissance du groupe dirigeant pour diverses raisons, parmi lesquelles leur critique acerbe à l'égard de la direction. Nous avons cependant enquêté auprès de ceux qui sont restés en politique en dehors du parti pour lui faire opposition. Leurs récits confirment l'intensité des passions qui ont donné lieu à leur défection. Mais, si

³⁰ Sa participation au FPMR-Autonome lui rapporte des sommes d'argent conséquentes. Il se souvient qu'il ne s'était jamais habillé aussi bien et qu'il avait effectivement accès à des biens et services qu'il n'aurait pas connus s'il n'avait pas fait défection.

les anciens communistes restés en politique que nous avons interrogé ont tous un rapport encore très fort avec le parti, ces anciens combattants sont les seuls à construire leur nouvelle identité en menant des actions contre les communistes dans leur milieu d'implantation, par exemple en milieu syndical en les empêchant de se faire élire. Leur action est ainsi l'inverse de celle menée par les anciens combattants devenus permanents du parti dans la seconde moitié des années 1990.

Nouveaux dirigeants

La deuxième micro-cohorte que nous étudions s'est trouvée propulsée à des postes de direction pour remplir le vide laissé par les défections massives des dirigeants des Jeunesses communistes entre 1990 et 1992. Dans la mesure où la désagrégation touche tous les foyers d'implantation du communisme après la transition démocratique et que les membres de cette micro-cohorte se trouvent à l'université, ils se projettent davantage dans les milieux étudiants que dans l'espace territorial où il est bien plus ardu d'agir en absence d'un contingent militant suffisant.

Il s'agit à la fois de jeunes issues de familles de classe moyenne et d'enfants de communistes qui ont connu la précarité et la pauvreté dans les années 1980. Alors qu'ils étaient moins d'une dizaine par université, voire seulement deux ou trois, ces jeunes communistes réussissent à prendre une place importante dans la direction des syndicats étudiants au début des années 1990. Les jeunesses des partis de gouvernement avaient en fait perdu le soutien des étudiants parce qu'elles incitaient à la démobilisation³¹. Le vide politique que ces dernières ont laissé a été perçu par les Jeunesses communistes comme une opportunité. Les étudiants communistes commencent à présider les syndicats étudiants dans les universités les plus emblématiques, comme celle de l'Université du Chili en 1995. Leur montée en puissance dans les universités est l'expression d'une stratégie réussie pilotée par ceux qui sont devenus les plus hauts dirigeants des Jeunesses communistes. Leur promotion partisane s'impose au groupe dirigeant du parti qui aurait préféré placer à la tête des jeunesses des dirigeants syndicaux d'origine ouvrière. Or, le succès des étudiants dans l'arène protestataire permet au parti d'améliorer son image publique,

³¹ Pour une revue de ce phénomène on se reporte à Fabio Moraga Valle, "Crisis y recomposición del movimiento estudiantil chileno (1990-2001)", in Renate Marsiske (ed.), *Movimientos estudiantiles en la historia de América Latina*, 3, México, Plaza y Valdés, 2006, p. 179-252.

autrement dit de ne plus être perçu comme un parti en déclin, mais comme un parti capable d'être élu et de conduire des mobilisations collectives d'envergure, image perdue sous la dictature militaire que le groupe dirigeant s'emploie à récupérer depuis la transition démocratique. Les étudiants communistes ont en fait été à l'initiative des fortes mobilisations étudiantes dans les années 1997-1998. Ce renouveau de la protestation étudiante est spectaculaire dans le contexte d'un silence prolongé des mouvements sociaux dans la période post-dictatoriale³².

Le succès des mobilisations étudiantes donne lieu à une augmentation exponentielle des effectifs communistes dans les universités. Mais loin de renforcer les Jeunesses communistes, ce phénomène renforce les contradictions et les conflits intra-partisans hérités de la crise locale du communisme, tout particulièrement la mise en question du groupe dirigeant et l'exigence de la démocratisation interne. Les dissensions ont provoqué le départ collectif de la plupart des élus étudiants et leurs équipes à la fin des années 1990.

Qu'ils soient restés ou revenus au parti par la suite, ces militants s'efforcent de faire évoluer les pratiques de direction et l'action militante. En situation d'entretien par exemple, certains se sentent libres de critiquer le groupe dirigeant pour son dogmatisme, et dénoncent à voix basse des pratiques condamnables propres au milieu syndical chilien comme la corruption. D'autres restent réservés mais donnent à voir une posture réflexive et distante à l'égard de la direction partisane. La prudence de ces derniers leur permet de gravir plus vite les échelons dans différentes instances de direction. Ainsi, tout comme les anciens combattants, ces militants s'appuient sur leur expérience de la radicalité pour façonner la part d'organisation qui se trouve sous le joug à leur image.

La radicalité de ces deux micro-cohortes n'est donc pas seulement d'une radicalité citoyenne, externe au parti, mais une radicalité militante, intra-partisane. Ainsi donnent-ils un sens nouveau à leur résistance passée. Ces deux micro-cohortes

³² Sur cette question on renvoie à Philip Oxhorn, "Where Did All the Protesters Go?: Popular Mobilization and the Transition to Democracy in Chile", *Latin American Perspectives*, 21-3, 1994, p. 49-68 ; Patricia L. Hipsher, "Democratization and the decline of urban social movements in Chile and Spain", *Comparative Politics*, 1996, p. 273-297 ; Philip Oxhorn, "La paradoja del gobierno autoritario: organización de los sectores populares en los ochenta y promesa de inclusión", *Política*, 43, 2004, p. 57-83.

ont en commun d'apporter leur réflexivité et leur critique au parti, ce qui n'est pas sans poser problème au groupe dirigeant bousculé par les initiatives qu'elles prennent lorsqu'elles échappent à son contrôle dans les années 1990 en milieu étudiant.

L'action radicale occupe une place centrale dans le parcours de ces militants. Mais les rapports à l'action violente sont différents selon que le militant considère que la violence doit toujours s'imposer dans les situations politiques les plus tendues, ou qu'il considère que celle-ci est instrumentale et qu'elle doit par conséquent être pondérée en vue de niveaux d'adhésion croissants à la faveur de l'organisation communiste. Au-delà de ces postures de principe, souvent présentes dans les débats militants au moment des mobilisations, il y a des milieux et des situations dans lesquels le recours à la violence s'est à nouveau révélé utile aux communistes, comme par exemple au moment des mobilisations de la main d'œuvre sous-traitante en 2007 dans les secteurs forestiers et miniers³³, ou dans les années 1995-2000 en milieu universitaire, là où le recours à la violence s'est généralement limité à la défense des universités occupées.

La principale contribution de ces deux micro-cohortes à l'organisation communiste réside sans doute dans leur capacité à se remettre du choc que la transition démocratique plus vite que leurs camarades de parti. Plusieurs années ont en fait été nécessaires aux militants communistes pour se reconstruire. Or à terme et à l'instar des militants ici observés, la reconstruction de leur identité implique finalement de ne pas se défaire complètement de leur radicalité. Certains le font à partir de l'action locale, d'autres en initiant des mouvements protestataires, et il n'est pas rare que beaucoup aiment encore à revivre les émotions fortes des affrontements avec la Police au moment des manifestations de rue les plus emblématiques comme les 11 septembre en souvenir du coup d'État de 1973, voire plus généralement lors des grandes mobilisations nationales à l'appel des étudiants ou des syndicats.

Conclusion

³³ Sur cette question nous renvoyons à Daniela Cuadros Garland, "La réactivation des mobilisations syndicales dans le Chili post-dictatorial. Trajectoires de militants communistes", in Stéphanie Dechezelles, Simon Luck, *Voix de la rue ou voie des urnes ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

Pendant quarante ans, le Parti communiste chilien a été affaibli par deux formes de négation consécutives : la persécution sous la dictature militaire chilienne d'une part et la stigmatisation des postures contestataires dans la nouvelle démocratie d'autre part. Faisant face à ces deux négations, la radicalisation a permis au Parti communiste de continuer à exister sous la dictature militaire et la normalisation politique des communistes après la transition démocratique implique de ne pas renoncer complètement à leur radicalité.

Frustration, fortes déceptions et désorientation sont le lot des militants communistes chiliens qui se voient dépossédés de leurs repères politiques au moment de la transition démocratique et de la crise internationale du communisme. Dans ces conditions, quitter le parti pour continuer l'action violente à la fin des années 1980, ou mettre son engagement en suspens après avoir tenté une réactivation de la protestation dix ans plus tard, sont deux phénomènes qui caractérisent les deux micro-cohortes militantes qui se sont le plus développé avec la radicalisation de s communistes sous la dictature militaire. Nous avons montré que pour s'intégrer au nouvel ordre politique démocratique, elles n'ont pas complètement abandonné leur radicalité. Cette radicalité s'exprime à l'intérieur du parti sous la forme d'un regard nouveau, pas toujours conforme aux règles partisans. Mais surtout elle a pu être mise en pratique dans la mesure où, depuis la seconde moitié des années 1990, ces militants ont intégré le groupe dirigeant. Cette dynamique de renouvellement partisane renvoie davantage à la capacité d'adaptation des militants communistes chiliens au nouveau contexte politique démocratique qu'à la sociologie du déclin du communisme.